

Betreff: [Rogueesr] Résultats de la consultation sur l'état et l'avenir de l'ESR

Von: contact@roqueesr.fr

Datum: 13/09/2020 à 23:53

An: roqueesr@noursommesuniversite.fr

Chères et chers collègues,

Au sortir du confinement, nous vous avons proposé de répondre à une consultation en ligne sur l'état de l'enseignement supérieur et de la recherche et ses perspectives d'avenir. En moyenne, un peu plus de 2500 personnes ont répondu à chaque question. Voici comme promis la synthèse des résultats. Le mail ci-dessous en donne un bilan général et vous trouverez ci-dessous une fiche de synthèse contenant les éléments chiffrés les plus significatifs.

L'enjeu d'une telle consultation est de savoir où "nous" en sommes, c'est-à-dire "où en est le Nous" de la communauté scientifique. Tout, dans la dynamique amorcée il y a une quinzaine d'années, concourt à briser la collégialité et à faire diverger les intérêts. La rhétorique de la "co-construction", le système d'allocation des moyens, les dispositifs de précarisation subjective et objective, entretiennent notre atomisation. Le sondage en porte la trace : la défiance vis-à-vis des représentants élus, y compris des instances collégiales, est spectaculaire ; les intercesseurs traditionnels comme les sociétés savantes ne sont plus considérés par les répondants comme des acteurs ayant pris la mesure des problèmes majeurs auxquels nos métiers font face ; la majorité des répondants, eux-mêmes titulaires à 75%, reconnaissent aux titulaires une part de responsabilité dans le développement de la précarisation. Ces résultats sont le signe d'une prise de conscience individuelle qu'il s'agit maintenant d'articuler collectivement : nous constatons en nous-mêmes combien la mécanique de dépossession nous englué dans des positions professionnelles et éthiques divergentes et contradictoires, empêchant l'affirmation d'un dessein qui dépasserait les clivages entre corps de métier, statuts, entre disciplines et établissements. Redisons-le ici : cette fragmentation n'est pas un à-côté de ces réformes, mais elle en est le cœur. Reconnaître cette situation douloureuse fait donc partie du diagnostic à poser pour savoir quoi construire.

Il est d'autant plus intéressant de voir que plusieurs propositions recueillent des taux d'assentiment supérieurs à 90 voire à 95% et agglomèrent des groupes dont les réponses divergent sur d'autres sujets. Sans surprise, un tel rassemblement s'opère sur la question des recrutements sur des postes pérennes, sur celle des moyens budgétaires en général et sur le rejet de la LPPR. Notons que la concentration d'une éventuelle hausse des moyens financiers sur l'ANR, qui induirait un surcroît de précarisation, fait l'objet d'un rejet tout aussi massif que la LPPR elle-même. Le consensus est également écrasant pour affirmer que la précarisation n'est aucunement neutre du point de vue de la démarche scientifique collective et en obère la qualité, un constat diamétralement opposé au point de vue du ministère et de la direction du CNRS. Il en va de même pour affirmer la centralité de l'élection, le cas échéant panachée avec des modes de désignation autre que la nomination, dans la composition des instances supervisant les normes de probation savante.

Ces premières convergences sont autant de bornes sur lesquelles la dynamique d'atomisation vient buter : tout en étant conscients de la déconstruction effective de l'intérêt commun dans les réformes, nous réaffirmons notre volonté de rester une communauté solidaire dont les pratiques sont fondées sur l'égalité statutaire, sur le règlement démocratique du *dissensus*, sur l'exigence de rigueur, la patience et l'écoute. L'élaboration d'une méthode de répartition des moyens, non bureaucratique et scientifiquement fondée, prenant en compte les spécificités disciplinaires, en constitue l'illustration concrète. Nous voulons l'autonomie avec les conditions matérielles qu'elle présuppose. Mais dans le même temps, nous réfutons le

sophisme qui voudrait que l'autonomie savante soit l'irresponsabilité, car c'est dans les mêmes proportions que les répondants déclarent vouloir repenser leurs pratiques pour tenir compte de la crise écologique et climatique, qui impose un nouveau fonctionnement savant, plus lent, plus raisonné, plus intègre, plus lucide sur lui-même - en un mot, plus en phase avec l'idéal qui n'aurait jamais dû cesser d'être celui de la science.

Cette convergence de principes fournira la trame des réflexions que nous vous invitons à lancer sur vos lieux de travail et dans vos villes à partir de cet automne. Les journées "Refonder l'université et la recherche" du 25-26 septembre le coup d'envoi de cette réagrégation théorique d'un "Nous".

Le collectif RogueESR

Synthèse du sondage

Les répondants

2500 personnes ont répondu au sondage ; 52% des répondants sont enseignants ou enseignants-chercheurs titulaires (dont trois présidents d'université ou d'établissement), et 24% sont chercheurs titulaires. 14% sont doctorants (contractuels, vacataires ou non-financés). Les personnels administratifs et techniques représentent 9% des répondants. Sur le plan disciplinaire, 42% des sondés exerçant une profession académique sont issus du domaines des Lettres, Langues et SHS, 19% des sciences biomédicales et 39% du groupe science, technologie, ingénierie et mathématiques. 44% se sont déclarés femme, 54% homme. 19% ont moins de 35 ans, 60% ont entre 36 et 55 ans, 21% ont 56 ans ou plus.

Situation sanitaire dans l'enseignement supérieur

Les premières questions du sondage demandaient une appréciation de la situation sanitaire du supérieur en période de déconfinement et en prévision de la rentrée. 70% des personnes interrogées ont fait part de leur pessimisme sur la rentrée, jugeant l'organisation d'une rentrée satisfaisante difficile voire impossible. La perspective du télétravail ("distanciel") est jugée négativement par 57% des répondants, et seulement 13% expriment une opinion positive sur cette éventualité. 80% des répondants jugent que l'enseignement et l'évaluation à distance répondent à d'autres finalités que l'enseignement et l'évaluation "en présentiel". Enfin, 85% jugent impossible ou difficile d'organiser une rentrée respectueuse des normes sanitaires requises sans recrutements supplémentaires, non-prévus par le ministère.

Bilan des politiques menées depuis 15 ans

Le bilan scientifique tiré de la vague de réformes amorcées il y a une quinzaine d'années dans toute l'OCDE confirme leur échec aux yeux des scientifiques : il ne sont qu'un tiers à considérer que la qualité des publications scientifiques a augmenté, dans le monde et en France (34% et 35%) ; une courte majorité absolue parle de stagnation voire de régression. Ce sentiment de stagnation et de régression est plus marqué concernant la France (54%) que concernant le reste du monde (50%).

Sans surprise, un grand consensus se dégage sur la question des moyens : neuf répondants sur dix jugent les moyens alloués à la recherche et à l'université insuffisants ou très insuffisants (89% pour la recherche, 91% pour l'université). Mais le consensus est tout aussi marqué sur la question du mode de management promu par les réformes, jugé négatif par 94% des répondants pour la recherche et 89% pour l'université. Dans ce contexte où 80% des répondants se déclarent suffisamment bien, voire très bien, informés sur le contenu de la Loi de Programmation Pluriannuelle pour la Recherche (LPPR), **le volet managérial et statutaire de la LPPR est expressément rejeté à 81%.**

Emploi et précarité

Trois questions visaient à estimer l'ampleur de la précarisation des professions scientifiques, par corps de métiers (enseignants et/ou chercheurs, personnels administratifs, personnels techniques). Au final, ces questions ont surtout permis de prendre la mesure de l'invisibilisation de cette question, avec à chaque fois plus de 30% des répondants se déclarant incapables d'estimer l'ampleur de la précarité sur leur lieu de travail - un constat qui souligne l'urgence de bilans sociaux sincères à tous les échelons, et d'une communication sur ce sujet. Cette invisibilisation de la précarité n'empêche pas 64% des répondants d'affirmer que les cursus universitaires ne seraient pas viables sans les enseignants précaires ; **ils sont 70% à penser que des tâches vitales au fonctionnement de l'ESR reposent sur des personnels non-titulaires ; 85% des répondants pensent que la précarité d'une partie des personnels affecte la production scientifique de l'ensemble ;** et 40% déclarent avoir vu des recherches dans leur unité affectées par le *turn-over* des précaires. En conséquence, ils sont plus de 90% à rejeter les termes avancés par le ministère dans ses négociations avec certains intercesseurs syndicaux et avec les sociétés savantes (augmentation du budget de l'ANR en échange d'un soutien au volet RH de la LPPR). Enfin, seuls 6% des répondants jugent que le ministère a été à la hauteur des difficultés rencontrées par les précaires durant le confinement.

Concernant la prise en compte de ces difficultés par les représentants de la communauté, si les deux tiers des répondants pensent que les syndicats ont suffisamment pris la mesure du problème, un tiers seulement considère qu'il en va de même des sociétés savantes, et moins d'un quart des répondants considère que les instances élues des universités et organismes ont perçu l'importance de ce sujet.

Concernant la responsabilité de cette situation, 96% des répondants attribuent une responsabilité forte à écrasante au ministère, mais également 75% aux directions des universités et organismes de recherche et aux agences de pilotage. A l'inverse, 85% jugent que les précaires n'ont aucune responsabilité ou une responsabilité minimale dans leur situation, tandis qu'ils ne sont que 9% à dédouaner de la même les personnels titulaires du sort fait aux précaires (rappelons que 76% des répondants sont eux-mêmes titulaires).

Bureaucratie ou démocratie

Le sondage confirme l'état très inquiétant de la démocratie universitaire et scientifique : **83% des sondés se jugent insuffisamment associés aux décisions budgétaires de leur établissement d'exercice, et 60% ne sont pas associés du tout.** 60% des sondés sont insuffisamment associés aux décisions pédagogiques à l'université, et 67% aux décisions scientifiques.

Si le principe même de l'existence d'une instance d'évaluation comme le HCERES est critiqué par la moitié des répondants, contre un quart qui le juge positif, son mode de composition actuel, sans élection, ne satisfait que 2,4% des répondants. Les deux tiers des participants (65%) défendent soit l'élection intégrale, soit le panachage entre élection et tirage au sort.

Nous avons également demandé aux répondants d'estimer le nombre d'évaluations qu'ils devaient rendre chaque année pour ces instances, ce qui a fait apparaître un gouffre entre les 2,4% de répondants rendant 10 évaluations ou plus, avec un pic à 60, et le reste de la communauté, à commencer par les 55% de répondants pour qui la réponse est aucune.

Plus de 90% des répondants attribuent au ministère une responsabilité forte à écrasante dans cette situation, à parité avec les directions des universités et des organismes de recherche, tandis qu'ils ne sont "que" 86% à mettre en cause les agences et le HCERES. A noter également que 37% des répondants considèrent que les personnels scientifiques titulaires occupant des fonctions de pilotage ont une responsabilité dans cette évolution.

Répartition des moyens

L'estimation des coûts de production d'un article scientifique, hors salaires, témoigne de la possibilité de répartir rationnellement les moyens de sorte que tous les chercheurs puissent travailler, en évitant la chronophagie, la bureaucratie et le conformisme inhérents aux appels à projets. Ainsi, les répondants reconnaissent une gradation des besoins depuis les lettres et sciences humaines (quelques milliers d'€) jusqu'aux sciences du vivant (centaine de milliers d'euros €), selon une croissance qui suit la part de travail d'expérimentation nécessitant du matériel coûteux. Le nombre de signataires moyens suit la même progression entre disciplines. La variabilité des réponses témoigne de ce qu'une distribution strictement déterminée par le champ disciplinaire demeure, possiblement, légèrement sous-optimale. Cependant, elle constitue une première approximation qui permettrait de répartir efficacement l'essentiel des moyens.

Publications

Le diagnostic sévère porté sur l'évolution qualitative des publications trouve son corollaire dans le fait que la moitié des répondants (50%) avoue publier épisodiquement ou régulièrement des travaux inaboutis. 14% déclarent aussi l'avoir fait "une fois". **Plus des deux tiers (68%) disent ne pas avoir le temps de suivre l'état de la recherche dans leur domaine.**

Concernant le financement des publications, près des deux tiers des répondants (64%) n'ont jamais fait payer de frais à leur institution pour publier un article dans une revue. Concernant les revues en *Open Access*, ils sont 53% à n'avoir jamais payé pour être publié, sur 85% de répondants ayant déjà publié en *Open Access*. Ce modèle de prédation reste donc largement extérieur aux pratiques scientifiques en France. Il est d'ailleurs jugé négativement par 89% des répondants.

A contrario, 57% des répondants se sont déjà procuré des publications sur des sites de piratage et 63% souhaiteraient que les associations savantes reprennent le contrôle des publications, quitte à en supporter les coûts (ils ne sont que 6% à s'y opposer).

Les métiers scientifiques et la crise écologique

La dernière série de questions visait à sonder la communauté scientifique sur la prise en compte de la crise écologique dans la formulation des priorités d'une politique scientifique.

Il en ressort que **84% des répondants pensent que la crise écologique et climatique doit entraîner une modifications des pratiques scientifiques** ; 76% pensent que les pratiques actuelles induisent des déplacements trop nombreux et 81% estiment que la réduction de l'empreinte carbone des activités scientifiques doit devenir une priorité dans l'établissement des politiques universitaires et de recherche.

RogueESR est un collectif de membres de la communauté académique. Il rassemble celles et ceux qui font vivre ses institutions au quotidien, et qui souhaitent défendre un service public de l'enseignement supérieur et de la recherche, ouvert à toutes et tous.

Contact : contact@roqueesr.fr

Twitter : @roqueesr

Site: <http://roqueesr.fr>

Droit d'accès, d'opposition et de désinscription (laissez le mot de passe vide) :

<https://listes.lautre.net/cgi-bin/mailman/options/roqueesr>

Rogueesr mailing list

Rogueesr@noussoumesluniversite.fr

<http://listes.lautre.net/cgi-bin/mailman/listinfo/roqueesr>